Indignation, occupation... Révolution ?
Retour sur la mouvance Occupy au Canada

Par Raphaël Canet et Carminda Mac Lorin

«Un sentiment d'agitation balaie le monde. Ces derniers jours et semaines nous avons vu des milliers de citoyens de toutes les sphères de la société se rassembler dans des villes partout dans le monde pour exprimer de manière pacifique leurs revendications pour un changement fondamental. Ce mouvement croissant d'indignés est caractérisé par la diversité de ceux qui descendent dans la rue pour marcher, protester et occuper. […] Ces gens, soutenant différents causes et revendications, sont unis non par une idéologie politique ou allégeance, mais se sont rassemblés pour exprimer leur colère et leur frustration aux vues des réalités économiques et politiques qui les ont abandonnés ainsi que leurs concitoyens»[1].

Nous sommes les 99%. Ce slogan adopté par beaucoup d'*occupants* révèle que les mouvances des Indignés et *Occupy* apparaissent dans leurs fondements mêmes comme des phénomènes collectifs rassembleurs se voulant à la fois inclusifs et hétérogènes. Il serait donc illusoire de prétendre les cerner en tant que totalité, au-delà des expériences explicitement exprimées par leurs protagonistes. Nous sommes à la fois acteurs et spectateurs de l'histoire en train de se faire.

Notre démarche est donc celle de chercheurs-activistes qui souhaitent mettre de l'avant la parole d'occupants à travers le Canada, pour apporter quelques éléments de réflexion et de compréhension sur l'expérience collective de ces nouvelles mouvances. Après une mise en contexte globale de la naissance et de la diffusion du phénomène, nous nous concentrons sur l'analyse de la mouvance Occupy au Canada. Notre propos résulte d'une enquête qualitative[2] menée auprès de personnes impliquées dans différentes occupations du Canada à l'automne 2011, et sur l'analyse de contenu de différents sites web locaux.

De l'indignation à l'occupation

2011 fut l'année de l'indignation et de la révolte. Tout à commencé en Tunisie, à la fin décembre 2010, avec l'immolation volontaire de Mohamed Bouazizi. Le jeune homme est devenu le symbole de toute une génération sacrifiée, étouffée, bafouée, condamnée à l'exclusion sociale, peu importe ses compétences ou ses diplômes, pour la seule raison de ne pas faire partie du sérail. Comme le note très justement Bertrand Badie, «au centre des mobilisations fondatrices se trouve bien sûr des revendications matérielles, plus évidentes au sein d'une population jeune, sans emplois, bénéficiant au mieux d'une éducation qui ne mène à rien dans la vie active, comptant sur de faibles ressources et même victime d'insécurité alimentaire. Mais il y avait plus profond et plus déterminant : ces

[1] «Nous sommes tous des indignés», Internationale socialiste, 18 octobre 2011. http://www.internationalesocialiste.org/viewArticle.cfm?ArticleID=2142

[2] Le questionnaire est consultable en ligne à l'adresse suivante : https://docs.google.com/spreadsheet/viewform?formkey=dFpnajhDSEtIM3ZianZNMkFyMjdtRHc6MQ

mobilisations étaient clairement axées autour du thème de la dignité, de l'honneur et de la volonté de mettre un terme à l'humiliation[3]». Le printemps arabe était né et un vent de révolte ébranla les autocraties de la région, emportant quelques dictateurs (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi), déstabilisant des régimes (Yémen, Jordanie, Bahreïn, Koweït) et poussant de nombreux autres à concéder des réformes (Maroc, Algérie, Oman, Arabie Saoudite). Le processus est toujours vivant au moment d'écrire ces lignes, notamment en Syrie. Les images de ces peuples arabes déstabilisant leurs oligarchies ont fait le tour du monde, abreuvé les médias occidentaux et couvert tous les écrans. Au Nord, beaucoup se sont nourri de ce rêve d'émancipation : pourquoi ne pourrions nous pas renverser chez nous la dictature des banques et des marchés financiers ? Le *printemps arabe* à ainsi précipité l'*été européen*, puis l'*automne nord-américain*.

Reprenant le mot d'ordre lancé par Stéphane Hessel dans son opuscule[4], les premiers *Indignés* sont apparus en Espagne, suite à l'appel du 15 mai 2011 lancé via Internet et les réseaux sociaux par l'organisation *Democracia Real Ya!*. L'Espagne se trouvait alors dans un contexte électoral, puisque des élections municipales étaient prévues le 22 mai, et s'était vu imposée de profondes mesures d'austérité afin de limiter l'endettement public. Le terrain était donc propice pour un débat de fonds sur les limites réelles de la démocratie dans ce pays fortement touché par la crise économique, subissant les diktats des marchés financiers, mais aussi où la jeunesse est frappée de plein fouet par le chômage (plus de 46% des jeunes sont au chômage[5]) et s'installe dans une situation de précariat[6]. Suite à une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes organisée à Madrid le 15 mai, les Indignés décident d'occuper l'espace public et s'installent sur la place *Puerta del Sol*. S'inspirant ainsi des occupations spontanées des places dans le monde arabe, dont le symbole demeure la place Tahrir, au Caire, les Indignés entendent démontrer leur détermination à rejeter des élites dirigeantes qui ont, à leur yeux, perdu toute légitimité, et surtout à être eux-mêmes des artisans du changement.

> Nous sommes tous inquiets et indignés du panorama politique, économique et social que nous voyons autour de nous. Par la corruption des politiques, des chefs d'entreprise, des banquiers. Par l'impuissance des citoyens ordinaires. Cette situation nous fait du mal à tous au quotidien. Mais si nous sommes tous unis, nous pouvons la changer. Il est l'heure de se mettre en mouvement, il est l'heure de construire entre nous tous, une société meilleure.[7]

L'initiative fait des émules et la mouvance se répand en Europe (Portugal, France, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Belgique…) et au-delà (notamment en Israël, puis en Amérique du Nord et dans plusieurs pays en Afrique, en Asie et dans le sud du Pacifique). La dimension planétaire de cette contestation se concrétise le 15 octobre 2011, lors de la journée mondiale des indignés, qui a donné lieu à des manifestations dans

---

[3] Bertrand Badie, «Quand le social défie le politique et fait trembler l'international», dans B. Badie et D. Vidal, L'État du monde 2012. Nouveaux acteurs, nouvelle donne, Paris, La Découverte, 2011, p.18-19.
[4] Stéphane Hessel, Indignez-vous!, Montpellier, Indigène éditions, 2010.
[5] Anne Rodier, «La zone euro n'arrive pas à faire refluer le chômage», Le monde, 1er septembre 2011.
[6] Sur ce thème de plus en plus pertinent pour rendre compte des rapports sociaux en reconstruction, consulter le dernier numéro de la revue des Nouveaux Cahiers du Socialisme, «Du prolétariat au précariat. Le travail dans l'ombre du capitalisme contemporain», n°7, hiver 2012.
[7] Manifeste pour une vraie démocratie maintenant, rédigé par certains Indignés espagnols. Disponible sur le site de Democracia Real Ya : http://www.democraciarealya.es/manifiesto-comun/manifeste-pour-une-vraie-democratie-maintenant/

plus de 1500 villes réparties dans 82 pays, où résonnaient des slogans tels que «Unis pour un changement global», «Un autre monde est possible» et, à l'égard de la classe politique : «vous ne nous représentez plus»[8].

La formule fonctionne et suscite les mobilisations. La recette est assez similaire à celle que nous retrouvons dans les forums sociaux depuis maintenant 10 ans[9] : éloge de l'ouverture, de l'horizontalité des rapports sociaux et de la diversité constitutive de la mouvance ; innovations et créativité spontanée des actions politiques ; rejet des formes traditionnelles d'encadrement des mobilisations sociales (partis politiques, syndicats) et des leaders ; importance accordées aux débats collectifs et à l'expérimentation d'une réelle démocratie participative à l'intérieur de la mouvance… Cette proximité dans les dynamiques de participation et les modes opératoires nous permet de souligner le lien entre les indignés et la mouvance altermondialiste. Ils partagent une vision similaire du politique qui nourrit toute une génération de jeunes activistes. Comme l'analysait très clairement, dès 2004, Geoffrey Pleyers :

> Plutôt que par l'arrivée au pouvoir d'un autre parti ou de grands changements institutionnels, la transformation du monde passe pour eux par une multitude de voies centrées autour de la participation, de la citoyenneté active et de la vie quotidienne […] Désenchantés face aux formes actuelles de la démocratie, les jeunes libertaires et alter-activistes créent de nouveaux espaces permettant davantage de participation. Pour eux, l'«autre monde possible» commence hic et nunc, dans la construction même du mouvement. Très attachés à la continuité entre les moyens et les fins, ils entendent y créer des espaces qui permettent d'expérimenter d'autres formes de vie en commun et de relations sociales, d'autres modes d'engagement et d'organisation davantage en phase avec le monde qu'ils souhaitent : «Nous ne dissocions pas nos pratiques de nos objectifs. Nous choisissons un fonctionnement horizontal, antisexiste, auto- et éco-gestionnaire à partir de regroupements affinitaires[10]».

La contestation s'est prolongée en Amérique du Nord, impulsée par l'appel de la revue activiste canadienne Adbusters lancé en juillet 2011[11], qui exhortait ses lecteurs à se joindre à la vague de mobilisations internationales en occupant Wallstreet et d'autres espaces publics symboliques. Environ un millier de manifestants se sont rassemblés dans le parc Zuccotti à New York, proche de la bourse, à partir du 17 septembre 2011, marquant le début du phénomène *Occupy* aux États-Unis. La mouvance cible spécifiquement «le pouvoir corrosif des grandes banques et des entreprises multinationales sur les processus démocratiques, ainsi que le rôle joué par Wall Street dans l'effondrement économique mondial qui a causé la pire récession depuis des générations[12]». S'inspirant explicitement des révoltes arabes et des mobilisations

---

[8] Benoît Hopquin, «L'appel international des indignés à manifester a été très diversement suivi», Le monde, 18 octobre 2011, p.10.

[9] Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique, Montréal, Écosociété, 2010.

[10] Geoffrey Pleyers, «Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes», Lien social et Politiques – RIAC, n°51, printemps 2004, p.130.

[11] http://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/occupywallstreet.html

[12] http://occupywallst.org/about/ [notre traduction].

européennes, *Occupy* entend s'attaquer « au 1% des personnes les plus riches qui dictent les lois d'une économie mondiale injuste qui hypothèque notre avenir à tous »[13]. La mouvance *Occupy*, née à New York, s'est ensuite propagée à de nombreuses villes américaines, mais aussi au Canada et ailleurs sur les cinq continents. Au fur et à mesure que le phénomène prenait de l'extension, chacun pouvait apporter sa spécificité locale à cette forme de contestation globale. En effet, le sentiment d'appartenance manifesté par des milliers de personnes dans les occupations canadiennes dépassait le seul support apporté à l'initiative newyorkaise : adoptant des couleurs locales chaque site participait à une mouvance qui dépassait clairement les frontières.

Occupy Canada

Au Canada, une trentaine de villes ont vu émerger en leur sein des groupes adoptant la dénomination *Occupy*. Il est difficile de cerner le profil des participants de ces nombreuses mobilisations[14], mais plusieurs personnes (notamment nos répondants de Québec, Sherbrooke, ou encore Montréal) rapportent la forte présence de personnes sans expérience militante et une grande diversité dans les profils :

> Those active in the local Occupy Movement reflect all ages, education and income levels. Most have jobs; some are mothers raising young families; and others run successful businesses. Many are high school or university students; some have lost their jobs and are homeless; still others work in BC's co-op and union movement[15].

Plusieurs sites (Vancouver, Toronto, Montréal, Québec, Edmonton, entre autres) ont installé des campements durant plusieurs semaines[16], où l'on vit apparaître des cuisines (le plus souvent servant des repas gratuits), des bibliothèques, des galeries d'art, des kiosques médias, des yourtes et surtout des tentes – ces dernières occupant aussi les imaginaires collectifs et devenant rapidement le symbole des mobilisations. Sur le site Occupy Vancouver[17], Steve Collis met en garde le lecteur, pour éviter une lecture au premier degré de cette installation atypique : « Don't be fooled by our tenting—we aren't campers who have lost our way to the Pacific Rim Park—we aren't *only* homeless—though many of us are, thanks to this unequal economic system. The tent is our revolutionary symbol ».

Le choix des emplacements était de toute évidence symbolique et incarnait en soi le message véhiculé par le mouvement. Plusieurs occupations s'installent devant des icônes économiques (comme par exemple devant les bourses à Toronto et Montréal, ou sur le terrain d'une grande entreprise à Edmonton), d'autres choisissent des institutions politiques (devant l'Hôtel de ville à Sherbrooke), ou encore dans des espaces qui

---

[13] http://occupywallst.org/about/ [notre traduction].
[14] Pour plus de détails sur les aspects démographiques de Occupons Montréal, lire Marcos Ancelovici, Occupons Montréal, Montréal, Écosociété, à paraître.
[15] Chantal de Nanaïmo, 10 décembre 2011 : http://harbourcityheartbeat.com/2011/occupy-nanaimo-leaves-diana-krall-plaza-my-point-of-view/
[16] De nombreux autres (Sherbrooke, Cornerbrook…)
[17] November 25th, 2011, http://occupyvancouvermedia.com/page/6

accueillent par ailleurs d'importants événements locaux (comme l'Olympic Plaza à Calgary).

Le refus de mettre de l'avant des leaders ou de tracer une liste exhaustive de revendications rendait par ailleurs cette mouvance mystérieuse aux yeux des observateurs. Cette attitude lui valut le regard curieux et souvent insistant des médias de masse des grandes métropoles mais aussi les critiques les plus farouches. En fait, on se trouve ici face à une forme non conventionnelle de mobilisation sociale où le message est moins porté par le discours des acteurs que par leurs pratiques d'occupation et la dimension symbolique de l'espace où ils se rassemblent. Toutefois, l'analyse de différents témoignages sur la portée politique d'Occupy au Canada permet de dégager quelques mobiles centraux, et des actions qui concrétisent les désirs de changement.

L'indignation face à un système économique qui corrompt les fondements des démocraties, tout en détériorant irréversiblement l'environnement, et un ras le bol devant une élite mondialisée qui détient le pouvoir sont communément mises de l'avant. Mais l'esprit qui traverse la mouvance *Occupy*, au Canada comme ailleurs, va au-delà des fins qui pourraient être ainsi revendiquées, mettant le processus au centre de la démarche contestataire, tout comme dans les forums sociaux mondiaux. Aussi, *Occupy Fraser Valley* (Colombie-Britannique) met de l'avant le désir de proposer de nouveaux espaces publics, définissant ainsi son objectif principal : « To create a peaceful, public platform for the expression of discontent, and for purposes of discussion and action against injustice and inequality in society[18] ». Sur l 'ile de Vancouver on félicite tout autant la transformation de l'espace public : « The Occupy Nanaimo demonstrators transformed library square from a dull, boring concourse into a public space alive with democratic debate and ideas about changing the way our society, economy and political system operates[19] ».

Dans plusieurs occupations canadiennes, et même au-delà, la création telles plateformes se positionne contre une marchandisation exacerbée des lieux publics. En outre, l'appropriation de sites dits occupés témoigne d'un souhait collectif d'expérimenter une démocratie plus directe, en opposition à la démocratie représentative en vigueur dans nos sociétés. Ainsi, le fonctionnement interne des occupations se construit de façon organique et suivant souvent des dynamiques affinitaires, reposant dans la plupart des cas sur des Assemblées Générales (AG) qui détiennent le pouvoir décisionnel. Le site de *Occupy Cornerbook* (Newfoundland, Labrador) résume le processus mis de l'avant dans différentes occupations, réaffirmant le rôle des Assemblées Générales :

> One of the big parts of the Occupy movement is that there is no leader — no one person leads the discussion, no one person comes up with the ideas, nobody is "in charge." At the General Assembly, a form of democracy being used to create decisions at Occupations around the world, anyone can speak and decisions are only made via a consensus vote. During a vote, participants vote with their hands: thumbs up for "Sure, I agree with that", thumbs down for "I'm not totally in agreement with this idea, but I'd be willing to go along with it if everyone else

[18] http://directory.occupy.net/occupation/ca/bc/occupy-fraser-valley

[19] December 10, 2011 by chantal de Nanaimo, http://harbourcityheartbeat.com/2011/occupy-nanaimo-leaves-diana-krall-plaza-my-point-of-view

> wants to" and arms crossed in front of your chest for "Naw man, this isn't cool, I'm out[20].

On peut démanteler un campement, mais pas expulser une idée

Un à un, tous les sites Occupy qui avaient établi des campements au Canada ont soit été évincés par les *forces de l'ordre*, ou ont été démantelés volontairement, suite à des décisions prises en Assemblée Générale. Mais, force est de constater que le phénomène dépasse le simple fait de camper. Au Québec nous vivons depuis février 2012 une crise sociale, incarnée en premier lieu par les revendications des étudiants, mais dépassant progressivement celles-ci. Il est intéressant de noter que la plupart de nos répondants québécois tissent un lien entre le Printemps érable de 2012 et les Occupations de l'automne 2011. Par exemple, Nicolas Beaudoin souligne : "L'expérience acquise dans Occupons Sherbrooke fut un atout considérable, et Estrie contre la hausse a agi selon les mêmes principes d'organisation horizontale". D'autre part, Sylvain Bérubé de Sherbrooke va jusqu'à affirmer : « La grève étudiante et le mouvement social d'opposition aux différentes politiques néolibérales et antisociales du gouvernement libéral découlent, en partie, du mouvement Occupons ». Pour ce dernier, les réseaux développés durant l'Occupation furent très utiles lors de la grève étudiante et des mobilisations qui l'ont entourées. D'ailleurs, pour Marcos Ancelovici, «les occupations ne sont qu'une étape dans la constitution du mouvement. Elles permettent aux participants de se reconnaître et d'être reconnus; elles fournissent un espace de médiation qui favorise l'émergence de revendications communes tout en facilitant la coordination des actions[21]».

Quelques pistes d'analyse pour comprendre les occupations au Canada

On aurait tort d'interpréter Occupy comme un phénomène conjoncturel sans grande profondeur, comme l'ont fait de nombreux analystes dans les journaux de masse et dans des blogs au moment d'émergence des occupations. Certes ce mouvement fut en grande partie spontané, mais il ne s'inscrit pas moins pour autant dans la continuité de luttes et de mobilisations qui se manifestent à travers la planète depuis des décennies.

La mouvance des Indignés apparaît comme une forme innovante de lutte contre le néolibéralisme et, en ce sens, elle participe de la mouvance altermondialiste, partageant à la fois plusieurs de ses méthodologies de fonctionnement, ses valeurs et son combat pour un monde plus juste, solidaire et durable. Il semblerait donc que la mondialisation néolibérale ait engendré une mondialisation de la résistance. *Occupy* serait l'héritier de l'insurrection zapatiste, de la lutte contre l'AMI, des marches contre la guerre et des manifestations contre l'OMC, la ZLEA, le FMI, le G8, le G20, les Forums Sociaux Mondiaux… Autant de mobilisations populaires d'envergure, raillées par les médias et les élites économiques et politiques, stigmatisées comme des anomalies rétrogrades opposées au progrès et à la marche inexorable de l'Histoire – mais qui pourtant révèlent le dissensus croissant entourant le processus de mondialisation financière à l'œuvre.

---

[20] October 25, 2011 parTom Cochrane
http://cornerbrooker.com/2011/10/can-you-occupy-corner-brook/

[21] Marcos Ancelovici, «Mouvement des indignés - Au-delà des occupations», Le Devoir, 22 novembre 2011.

Révoltés arabes, indignés européens ou occupants nord-américains et du monde, tous se sont rassemblés derrière le même message d'espoir : contre la pensée unique néolibérale, *un autre monde est possible*[22] *!* Contre les élites politiques et financières qui n'ont aucune considération pour leurs populations et monopolisent le pouvoir, *indignons-nous !*

Tout compte fait, la dynamique de mobilisation qui émane de *Occupy* – et plus largement de la mouvance des *Indignés* – semble illustrer le renouvellement des paradigmes de mobilisation déjà mis de l'avant par les mouvements altermondialistes, mais aussi anarchistes. Le sociologue Eduardo Romanos[23] explique :

> Prendre la place n'est pas une occupation parmi d'autres, mais un acte qui situe au centre de l'espace public l'expérimentation par le biais d'un processus participatif et délibératif de prise de décisions. En ce sens, le 15M[24] a favorisé le transfert des pratiques délibératives depuis des enceintes plus ou moins limitées (par exemple, les campements, forums sociaux ou centres autogérés) vers les places, et c'est là que semble résider une différence importante.

Le mouvement des Indignés porte ainsi en lui les germes d'une profonde transformation de notre démocratie, d'une «révolution institutionnelle», comme le souligne Thomas Coutrot[25], économiste et militant altermondialiste :

> Les places publiques sont aujourd'hui les laboratoires où les citoyens-chercheurs construisent des pratiques radicalement démocratiques pour éviter la confiscation représentative : tirage au sort des animateurs d'AG ou des orateurs parmi des volontaires, rotation systématique des charges fonctionnelles, construction d'une pensée collective par l'écoute active et le refus de la dictature de l'urgence, préservation d'une structure horizontale d'organisation…

Romanos[26] va également dans ce sens, affirmant aussi que le mouvement des Indignés déborde largement la sphère des institutions. Il considère qu'on ne peut exiger de lui d'avoir un programme clair, des représentants et de fonctionner à l'intérieur d'un système structuré, comme le fait par exemple un parti politique ou un syndicat. Il s'agit, en effet, d'un mouvement qui tente d'approfondir le processus de démocratisation de nos sociétés en ouvrant de nouveaux espaces d'expérimentations de pratiques démocratiques alternatives. Coutrot confirme :

---

[22] Le slogan « un autre monde est possible à été d'abord largement utilisé dans les Forums Sociaux Mondiaux, puis repris pour plusieurs actions autour de Occupy Wall Street.

[23] Eduardo Romanos, «Les Indignés et la démocratie des mouvements sociaux», laviedesidees.fr, 18 novembre 2011.

[24] 15M est le mouvement d'occupation en Espagne lancé le 15 mai 2011, et précurseur du phénomène Occupy.

[25] Thomas Coutrot, «Mouvement des indignés : vers un nouvel âge de la démocratie ?», Basta !, 3 novembre 2011. [www.bastamag.net]

[26] Eduardo Romanos, «Les Indignés et la démocratie des mouvements sociaux», laviedesidees.fr, 18 novembre 2011.

> Le mouvement des Indignés n'est pas un simple mouvement social. Il n'exprime pas seulement le point de vue de catégories spécifiques de la population – jeunes, retraités, salariés, femmes… – touchées par des politiques régressives. Il n'agrège pas des individus appartenant à des groupes sociaux aux intérêts communs et qui chercheraient à faire pression sur les décideurs politiques pour infléchir leurs décisions en leur faveur. C'est avant tout un mouvement citoyen radicalement démocratique, dont le sens profond est clair : le compromis entre capitalisme et démocratie permis depuis deux siècles par le système représentatif est aujourd'hui épuisé.

Par ailleurs, Matthieu Aurouet[27], soutient que le mouvement des indignés traduit un cri de la jeunesse, sorte de réveil des consciences face au reflux du politique dans nos démocraties représentatives accaparées par les oligarchies. Mais ce mouvement inspire l'espoir car la dénonciation de la trahison des élites ne verse pas dans la démagogie et le repli autoritaire, mais bien dans un besoin de plus de démocratie :

> C'est un fait encourageant, notamment si l'on se réfère aux années de l'entre-deux-guerres où la faillite économique et financière fut imputée aux démocraties, au profit des idéologies totalitaires d'alors. De plus, on ne relève aucune tentation nationaliste semblable à ce que l'Europe connut en ce temps. Les Indignés ne cherchent pas de bouc émissaire à la crise et ne stigmatisent aucune catégorie de population. Mépriser leur mouvement serait donc commettre une erreur certaine, avec le risque que demain d'autres forces moins sympathiques mais plus efficaces dans l'influence voire la conquête du pouvoir mobilisent des foules exaspérées et désespérées.

Mais pour passer de l'indignation à la participation active au changement, il faut : soit faire pression sur les pouvoirs politiques en place pour qu'ils opèrent des réformes ; soit prendre le pouvoir en se transformant en parti politique et en jouant le jeu électoral ; soit innover en inventant de nouvelles pratiques démocratiques.

Certes, l'indignation n'est pas une politique. Mais elle apparaît aujourd'hui comme un élément essentiel pour le renouvellement du politique. Le mouvement des indignés dénonce la dérive oligarchique, réactionnaire et conservatrice qui dénature nos démocraties. Nos élites, la *classe de Davos* comme l'interpelle Susan George[28], se sont complètement coupées de la réalité des peuples. Plutôt que de recherche le dialogue, elles choisissent la confrontation. L'impératif de solidarité a cédé le pas devant l'obsession sécuritaire. Dans un tel contexte, l'avenir semble annoncer de nouvelles mobilisations sociales pour exiger l'avènement d'une réelle démocratie dans nos sociétés, portées par l'espoir des peuples qui se rassemblent pour refonder un nouveau contrat social qui fasse une place aux générations futures. Cela passera sûrement par un renouvellement complet

[27] Matthieu Aurouet, «Quel avenir pour le mouvement des Indignés ?», Marianne, 14 août 2011.
[28] Susan George, Leurs crises, nos solutions, Paris, Albin Michel, 2010.

de notre classe politique et une mise au pas du monde de la finance. En ce sens, occuper l'espace public apparaît comme une nouvelle étape sur le chemin de la reconquête du bien commun.